

PANORAMA DES ÉCHANGES ET ÉVOLUTION : LES FLUX, LES IDÉES, LES QUESTIONS

par Benoit Daviron¹

Mon exposé vise à rendre compte et interpréter l'histoire des échanges internationaux de produits agricoles du milieu du 19^e siècle jusqu'à nos jours. Le compte rendu privilégiera la géographie (qui exporte, qui importe) tandis que l'interprétation s'appuiera sur l'analyse de deux variables : d'une part l'analyse des politiques agricoles et commerciales, d'autre part l'analyse du métabolisme social (Fischer-Kowalski and Haberl 2007), autrement dit l'analyse des stocks et flux de ressources mobilisées par les sociétés pour la production de biens matériels.

Mon exposé est organisé sous forme d'une périodisation distinguant trois temps dans l'histoire des échanges internationaux de produits agricoles : de 1815 à 1914, de 1914 à 1989 et enfin de 1989 à nos jours.

1. Globalisation et front pionnier (1815-1914)

Cette première période, souvent considérée comme la première phase de globalisation des sociétés humaines, se distingue par un fort dynamisme des échanges internationaux. L'Europe est le moteur de cette croissance et, en son sein, le Royaume Uni représente un modèle extrême d'approvisionnement en produits agricoles basé sur les importations. A la veille de la première guerre mondiale, les importations représentent plus de 80% de la consommation britannique de blé et plus de 40% de celle de viande

Tableau N°1 : Part des importations dans les disponibilités de blé et de viande en Angleterre, 1872-1912

	1872	1892	1912
Blé	48%	73%	81%
Viandes	14%	32%	42%

Source : Perren and Economic History Society. 1995.

Si les autres pays européens se refusent à une telle « dépendance », ils n'en accroissent pas moins très fortement leurs importations de produits agricoles. Ainsi, en France, à la fin de la décennie 1890, la part des importations dans la consommation atteint certaines années près de 40%. L'importance des importations est plus marquée encore pour les produits agricoles destinés à des usages non-alimentaires. Tel est le cas des huiles végétales ou des fibres textiles qui, au début du 20^e, proviennent à 95% des marchés internationaux.

Durant toutes ces premières périodes l'Europe constitue donc le cœur et le moteur des marchés internationaux de produits agricoles. En 1913 le Royaume Uni, Irlande inclus, réalise à lui seul le quart des importations mondiales et l'Europe continentale la moitié.

Tableau N°2 : Répartition géographique des importations mondiales de produits alimentaires en 1913

Région/pays	% des importations mondiales
Royaume Uni et Irlande	25%
Europe Continentale	47%
États-Unis et Canada	
Afrique	10%
Amérique Latine	
Asie	
Océanie	
Total 4 régions = 18%	

Source : Lamartine Yates 1959

¹ Cirad, UMR-Moisa.

Ce dynamisme des échanges est tout d'abord porté par l'ouverture des marchés européens, autrement dit la diminution des droits frappant les produits étrangers, ouverture initiée par l'abolition des *corn laws* en 1846 au Royaume Uni et, pour la France, par le Traité Cobden-Chevalier signé en 1860.

Plus structurellement, la croissance des échanges peut aussi être associée à la transition majeure du 19^e, habituellement désignée par le terme d'industrialisation, qui voit les sociétés européennes passées d'une économie organique - une économie dans laquelle l'essentiel des activités humaines reposaient sur des ressources issues du vivant - à une économie au sein de laquelle les ressources minérales, et au 19^e d'abord le charbon, joue un rôle essentiel (Wrigley 2004).

Durant cette première période, l'industrialisation se traduit cependant par une demande accrue de certaines matières agricoles : les fibres textiles (coton et laine en particulier) mais aussi les matières grasses alors principalement destinées à des usages non alimentaires (huile de palme, huile ou graine d'arachide de lin, d'arachide ou de soja, suif).

En outre, le passage à l'économie minérale se traduit par la diffusion rapide de la machine à vapeur qui effondre les coûts de transport (et plus marginalement les coûts de conservation avec la réfrigération et la congélation) tant sur terre que sur mer. La contrainte de la longue distance s'en trouve chamboulée. De vastes territoires enclavés et séparés de l'Europe par des océans deviennent soudain disponibles pour son approvisionnement. Le front pionnier, «*the frontier*» chère à l'historiographie américaine, devient alors la figure centrale de la croissance agricole. Répondant à la demande des marchés européens, il suit l'avancé du chemin de fer qui permet la mise en culture des prairies et forêts, et l'exploitations des troupeaux massifs nés de l'avantage écologique des espèces européennes (Crosby 1986). Alimenté par des migrations massives, et accompagné de la destruction des populations de chasseurs-cueilleurs préexistantes, il se retrouve du Nord au Sud du continent américain (de la pampa argentine aux grandes plaines canadiennes en passant par la *mata atlantica* brésilienne et les *llanos* colombiens), en Afrique australe et en Australie, mais aussi du Nord au Sud de l'Asie (de la Manchourie à Sumatra) ou encore en Afrique de l'Ouest (du Sénégal au Ghana).

Les échanges internationaux donnent ainsi naissance à une claire division internationale du travail entre pays exportateurs de matières premières et des pays exportateurs de biens manufacturés (principalement l'Europe). Il faut toutefois noter que, à l'encontre de bien des représentations, la majeure partie des exportations agricoles destinées à l'Europe, provient de pays souverains (Europe y compris Russie, Amérique latine et Etats-Unis) ou quasi-souverains (dominions anglais) (voir tableau N°: 3). Dit autrement, jusqu'en 1914, l'échange agricole à longue distance ne s'effectue pas dans un cadre impériale (les colonies ne représentent qu'environ 22% des exportations agricoles). Dans ce contexte, front pionnier et développement des exportations offrent à de nombreux pays un accès rapide à la prospérité comme l'illustre si bien l'histoire de l'Australie, de l'Argentine ou de l'Uruguay qui, avant 1914, n'ont pas grand-chose à envier à l'Europe.

Tableau N°3 : Répartition géographique des exportations mondiales de produits alimentaires en 1913

Région/pays	% des exportation mondiales
Royaume Uni et Irlande	4%
Europe Continentale	34%
États-Unis et Canada	16%
Afrique	6%
Amérique Latine	21%
Asie	16%
Océanie	4%

Source : Lamartine Yates, op. cit.

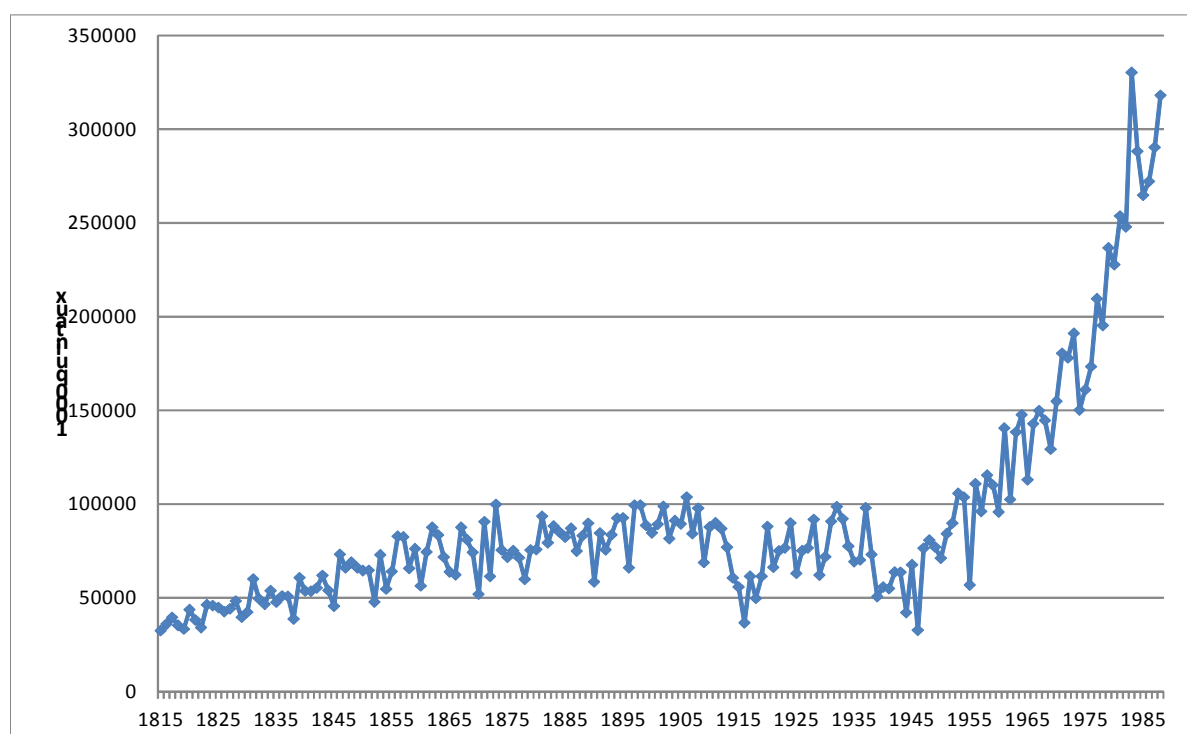
2. Nationalisation et internationalisation des marchés agricoles (1914-1989)

La première guerre mondiale met brutalement fin à la croissance des échanges. Pour l'Europe, elle met aussi fin à une paix de 100 ans et à l'illusion que les commerçants et les industriels s'étaient définitivement substitués aux militaires dans la conduite des affaires du monde. En outre, la première guerre mondiale donne naissance à une nouvelle forme de guerre, la guerre totale qui implique, pour tous les pays belligérants, la mobilisation de tous et de tout mais et rend aussi possible la destruction de tous et de tout (Kaldor 1999 ; Shaw 1988).

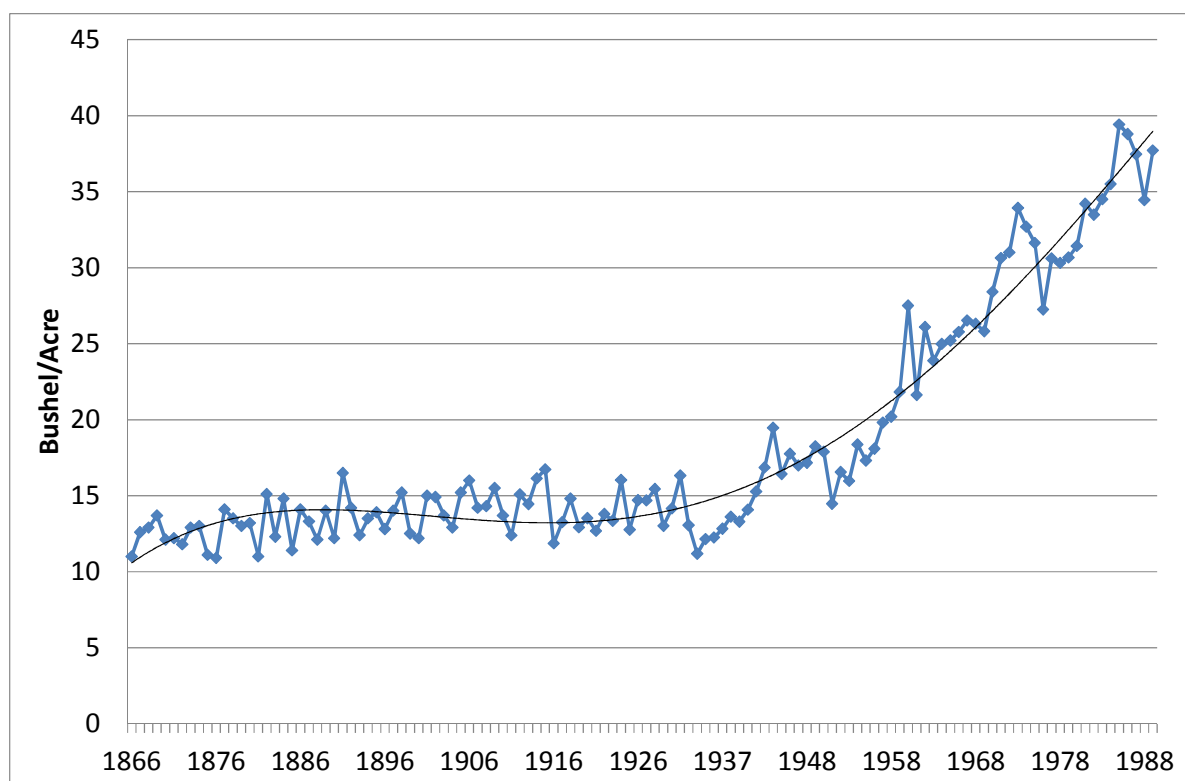
Cette situation de mobilisation générale perdure jusqu'en 1989 puisque qu'après la signature du traité de Versailles, arrive très vite la seconde guerre mondiale bientôt suivie par l'interminable guerre froide (1947-1989). Cette situation fournit une forte légitimité à l'intervention de l'Etat pour orienter l'affectation des ressources et décider des objectifs prioritaires de production. Elle est aussi l'occasion, en particulier lors de la seconde guerre mondiale, l'occasion de démontrer la très grande efficacité de l'intervention étatique. Il faudra plusieurs décennies pour que cette vision très positive de l'Etat soit contestée.

Avec cette deuxième période s'ouvre aussi une nouvelle phase d'économie minière marquée par l'exploitation des ressources pétrolières. Dans le domaine agricole, la Révolution Verte en est la principale manifestation. Fondée sur l'amélioration variétale et l'utilisation d'engrais de synthèse et de pesticides, elle permet un accroissement remarquable du rendement (voir graphe N°1 et 2) à la fois dans les anciens terroirs européens, où la production a parfois stagné pendant un siècle, et dans les terroirs produits par les fronts pionniers où la logique minière a généré une crise écologique, comme aux États-Unis avec le *dust bowl*. A la croissance horizontale des fronts pionniers se substitue donc la croissance verticale basée sur la ressource pétrolière souterraine (Siefert 2001). Cette seconde nouvelle phase de l'économie minière se traduit aussi par la disparition quasi-complète des usages non alimentaires des produits agricoles. L'agriculture qui dans le cadre de la société organique fournissait l'essentiel des biens nécessaires à l'alimentation, bien sûr, mais aussi à l'habillement, au logement, à l'éclairage, au chauffage, au déplacements et bien d'autres choses encore se voit désormais cantonner à la seule alimentation.

Graphe N°1 : Production de blé en France, 1815-1989



Source : d'après Ministère de l'Agriculture.

Graphe N° 2 : Rendement du blé aux États-Unis, 1865-1989

Source : d'après Carter 2006.

La place des échanges internationaux est totalement remise en cause par ces différentes évolutions. Avec l'avènement de la guerre totale, le commerce international (importation comme exportation) est désormais perçu comme dépendance. L'idée de participer à une division internationale du travail est rejetée par la plupart des pays. Durant l'entre deux guerres, ce rejet donne naissance aux stratégies d'autarcie impériale, particulièrement adoptées en France (Marseille 1984), ou au renforcement des relations bilatérales comme l'Allemagne le pratique avec l'Europe centrale et orientale (Hirschman 1945). Les territoires coloniaux acquièrent une importance nouvelle dans l'approvisionnement de l'Europe. Les importations françaises de produits agricoles l'illustrent spectaculairement. Entre 1913 et 1938 la part de l'Empire dans l'approvisionnement de la métropole bondit de 29% à 71% et demeure à ce niveau jusqu'à ce que la signature du traité de Rome.

Tableau N° 4 : Part de l'empire dans les importations françaises de produits agricoles

	1913	1938	1958
Vins	57%	97%	71%
Céréales	12%	80%	78%
Fruits de table	17%	49%	72%
Café	2%	43%	76%
Cacao	2%	88%	85%
Graines oléagineuses	25%	54%	78%
Sucre	100%	78%	94%
Total produits agricoles	29%	71%	71%

Source : Marseille 1984.

Après la crise des années 1930 et la seconde guerre mondiale, vient s'ajouter, à l'objectif de sécurité nationale, le souci premier, dans les politiques économiques de l'Europe et de l'Amérique du Nord, de lutter contre le chômage et la surproduction. La participation aux échanges extérieurs devient clairement subordonnée aux pleins emplois des facteurs et à la stabilité des marchés intérieurs (Block 1977 Ruggie 1982). Dans le domaine agricole l'autosuffisance devient ainsi la norme même si cet objectif est parfois inatteignable – comme au Japon – ou s'il s'exprime dans un cadre régional – comme en Europe.

A compter de la première guerre mondiale les échanges internationaux de produits agricoles entre donc dans une phase de croissance ralentie, croissance à peine supérieure à celle de la production. La part des produits agricoles dans les échanges internationaux de biens et services chute ainsi de 50% en 1913 à 17% en 1972.

Tableau N°5 : Part des produits agricoles dans les marchés internationaux

	1913	1929	1937	1953	1966	1972
Produits alimentaires	29%	26%	25%	26%	17%	14%
Matières Premières agricoles	21%	20%	19%	14%	5%	3%

Source : Lamartines Yates, op. cit. ; Fao, diverses années.

Par ailleurs, le commerce à longue distance devient clairement commerce « international », c'est-à-dire entre nations, et les marchés « internationaux », espaces résiduels entre les marchés nationaux où ne s'échangent que des déficits et des excédents. Le commerce international de riz illustre clairement cette tendance : alors que la part la production mondiale échangée atteignait 16% au début des années 1930, elle n'est plus que de 6% durant toutes les décennies postérieures à 1945.

Les marchés internationaux peuvent être représentés, au cours de cette même période, comme des écluses : le niveau des prix y varie de manière permanente bien qu'ils servent à mettre en relation deux espaces – un pays exportateur et un pays importateur - dans lesquels les prix sont stables. Mais les flux qui circulent sur ces marchés sont maîtrisés. Dans la quasi-totalité des pays des offices étatiques ou para-étatiques contrôlent directement ou indirectement les volumes qui entrent ou sortent. En outre, de nombreux marchés internationaux sont plus ou moins cartellisés autour du principal pays exportateur jouant le rôle d'offreur(s) résiduel(s) : les Etats-Unis seul pour le maïs ou le soja et avec le Canada pour le blé, le Brésil pour le café... (Daviron 2008).

L'ancienne division internationale du travail dans le cadre de laquelle des pays exportateurs de produits agricoles échangeaient avec des pays exportateurs de biens manufacturés est remplacée par une division du monde au sein de laquelle des pays dit « développés » soutiennent leurs agricultures pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et parité des revenus, et des pays dit « en développement » dotés de stratégies d'industrialisation volontariste dont le financement repose sur la taxation de l'agriculture.

Soutien dans les pays développés, taxation dans les pays en développement, se traduit inéluctablement par une baisse de la part de marché des seconds (voir tableau N°6). La marginalisation des seconds dans les échanges agricoles constituent d'ailleurs un des fondements de leur unité politique comme dans le cadre de la CNUCED où ils réclament, sans succès, le démantèlement des politiques de soutien à l'agriculture dans les pays développés.

Enfin, dans un contexte marqué, d'une part par la Révolution verte et la disparition des débouchés non alimentaires, d'autre part par des interventions publiques visant à stabiliser les marchés intérieurs, l'accumulation d'excédents devient un problème quasi-permanent chez les pays dit « développés ». Cela n'empêche toutefois pas les famines et la malnutrition de sévir dans les pays pauvres. La dénonciation du « problème alimentaire mondial », défini précisément comme la « juxtaposition » sur la même planète de surplus et de pénurie, deviendra après la seconde guerre mondiale un leitmotiv des organisations internationales, FAO en tête. Avec la mise en place de l'aide alimentaire à partir du milieu des années 1950, les Etats-Unis entendent offrir une solution originale à ce problème : elle représente 70% des exportations de blé US au début des années 1960 et 55% des importations céréalières totales des pays en développement, la proportion allant de 80 à 100% pour des pays comme Taïwan, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, l'Egypte, la Corée ou la Tunisie

Tableau N°6 : Part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits alimentaires (en % du total mondial hors échanges intra-CEE).

	1955	1964	1972
Afrique	11%	10%	7%
Amérique Latine	22%	17%	16%
Proche Orient	1%	1%	2%
Extrême Orient	14%	12%	10%
Total pays en développement	48%	40%	35%

Source : d'après UNCTAD , diverses années.

Cette organisation des marchés agricoles est progressivement déstabilisée à partir du premier choc pétrolier de 1973. La hausse des revenus, permise par le boom des matières premières et l'accès à des crédits bon marchés, génèrent une demande d'importation nouvelle de la part des pays « dit en développement » et des pays « dit de l'Est ». Cela incite l'Union Européenne et les Etats unis à accroître un peu plus leur production et leurs excédents et à se convaincre eux même de leur vocation exportatrice alors que quelques pays en développement renouent avec des stratégies d'agro-exportation volontariste (Argentine, Brésil, Malaisie, Indonésie, Thaïlande...).

L'éclatement de la crise de la dette en 1982, met brutalement à jour les risques, pour l'Europe et les Etats-Unis, d'un engagement trop marqué dans les échanges dans en phase de contraction de la demande alors que tous les instruments de soutien à l'agriculture sont encore ne place. De manière mécanique les dépenses de soutien explosent pour financer une guerre commerciale désastreuse pour les budgets européen et américain et pour les agricultures des pays moins bien dotés budgétairement.

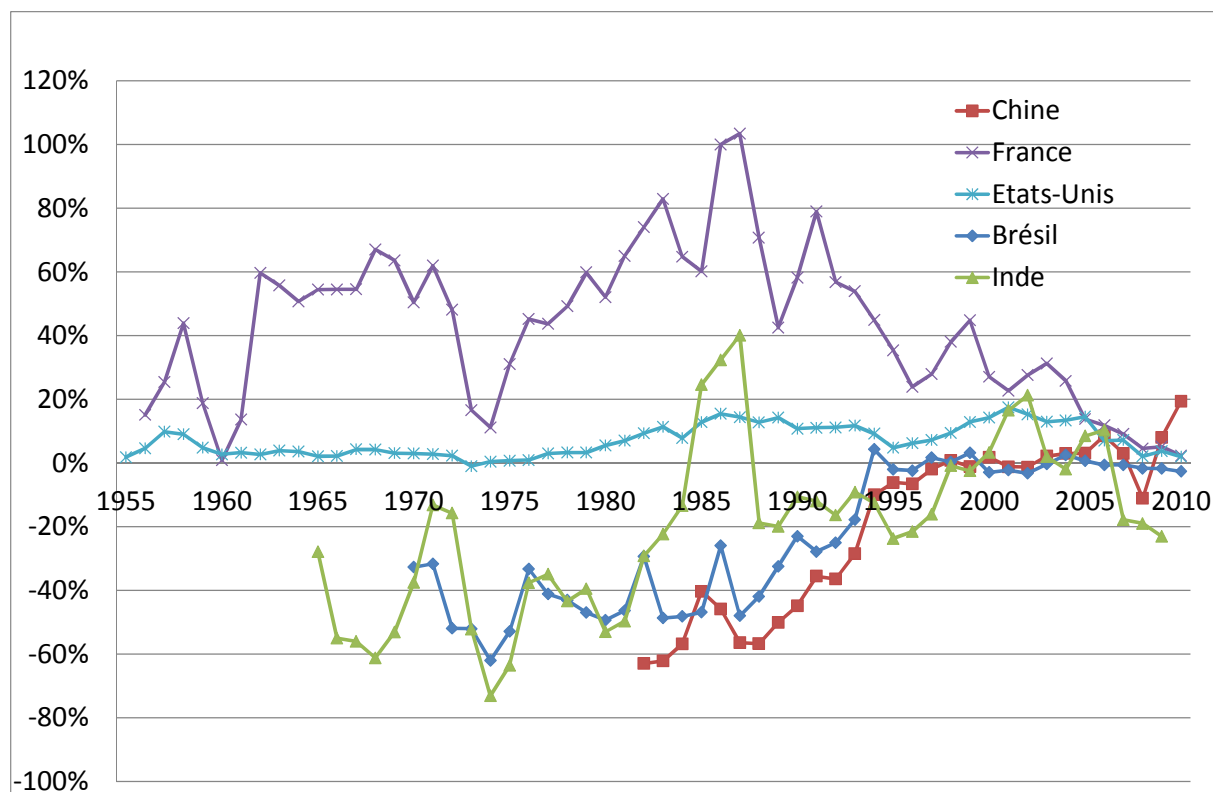
3. Réunification partielle du marché mondial, basculement asiatique et dispersion de l'offre d'exportation (1989- ?)

Les négociations sur l'agriculture qui s'ouvrent au sein du GATT en 1985 tentent de mettre fin à cette guerre. Elles y arrivent partiellement en débouchant sur l'Accord de Marrakech qui définit une série de règles encadrant les politiques agricoles, et institue les principes du découplage (soutiens autorisés lorsqu'ils ne sont pas proportionnels aux volumes produits) et de la tarification (remplacement de toute les barrières à l'importation par des droits de douane *ad valorem*).

En parallèle à cette révision des politiques agricoles négociée dans un cadre multilatéral, un retrait beaucoup plus rapide et brutal s'opère dans les pays en développement ayant "adoptés" des politiques d'ajustement structurel. La réduction des barrières aux importations et la dissolution des offices étatiques de commercialisation sont, dans ce cadre, nettement plus rapides et radicales.

Les deux dernières décennies ont ainsi favorisé une certaine convergence, vers des niveaux très faibles, des soutiens à l'agriculture entre pays « développés » et pays en développement. Comme l'illustre le graphique N°3, le niveau de soutien au Brésil, en Inde et en Chine - où à la fin des années 1980 l'agriculture était encore lourdement taxée - tend à se rapprocher du niveau de soutien en France et aux Etats-Unis où il a nettement baissé. Sur ce plan le clivage Nord/Sud est de moins en moins pertinent, du moins en ce qui concerne la partie émergente du Sud.

Graphie N°3 : Taux relatif de soutien à l'agriculture, 1955-2010



Source : Anderson and Nelgen 2012

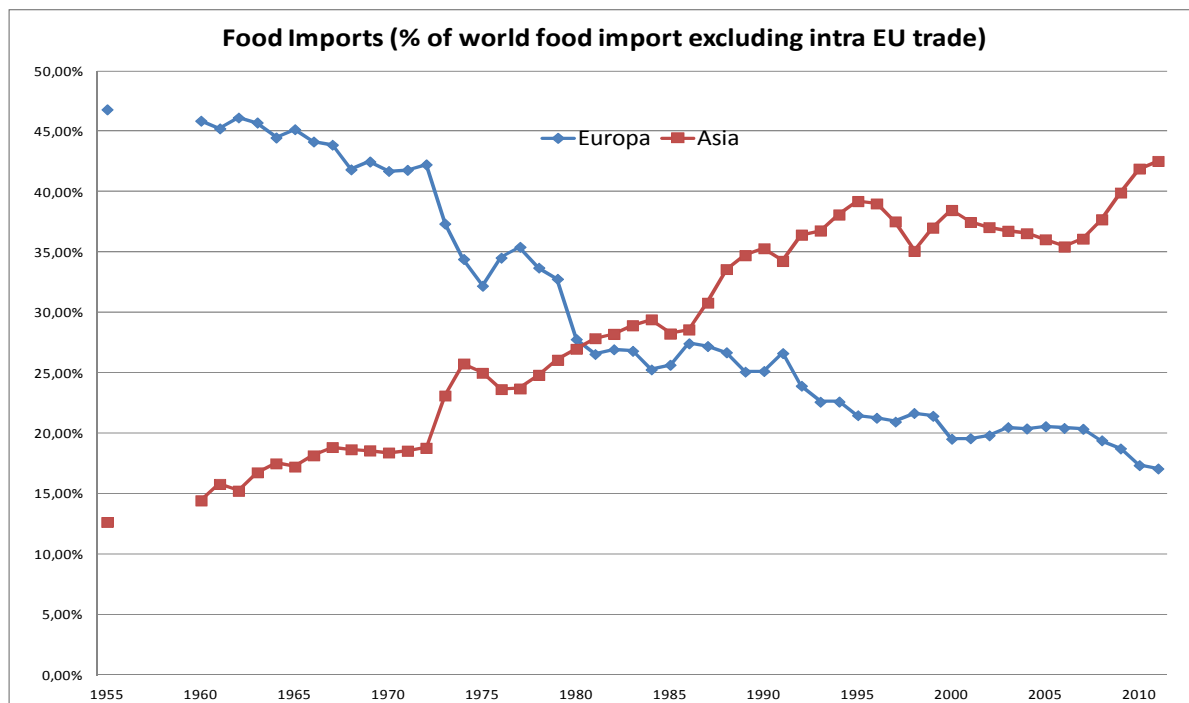
La réunification du marché mondial est cependant loin d'être aboutie, du moins en ce qui concerne la formation des prix. En effet si dans un pays comme la France, comme dans le reste de l'Union Européenne, les prix des produits agricoles fluctuent désormais, et pour la première fois depuis plusieurs générations, en lien avec les prix internationaux, il n'en est pas de même en Chine et en Inde. La flambée des prix internationaux de 2007/08 a ainsi bien été transmise aux marchés français mais n'a guère affecté les prix intérieurs en Chine et en Inde qui conservent un objectif d'autosuffisance en céréales et continuent d'utiliser les marchés internationaux de manière subordonnée à la stabilité du marché national.

Cette relative continuité des stratégies de l'Inde ou de la Chine n'empêche pas la poursuite - voire l'accélération depuis la crise financière de 2008 – du basculement vers l'Asie de la demande mondiale d'importation de produits agricoles (voir graphique N°4). Les trois dernières décennies ont vu l'Europe perdre la place centrale qu'elle occupait depuis plusieurs siècles dans la demande de produits agricoles. L'Europe représente aujourd'hui moins de 20% des importations mondiales quand la part de l'Asie dépasse les 40%. Car si la Chine et l'Inde conservent leur objectif d'auto-suffisance pour les céréales, elles ont renoncé à un tel objectif pour les oléo-protéagineux et, dans le cas de la Chine, pour la quasi-totalité des matières agricoles. La Chine est devenu en à peine plus d'une décennie, le premier pays importateurs de graines de soja (64% des importations mondiales), de coton (42%), de laine (45%) ou de caoutchouc (28%).

A l'opposé, l'offre d'exportation s'est fortement dispersée depuis 20 ans. Les accords de Marrakech ont bien été en une victoire pour le groupe de Cairns et une défaite pour l'UE et les Etats-Unis. Alors que, au milieu des années 1980, tous trois représentaient environ 20% des exportations mondiales de produits alimentaires non tropicaux, le premier a conquis une part proche de 35% tandis que les deux autres ont chuté à 15%.

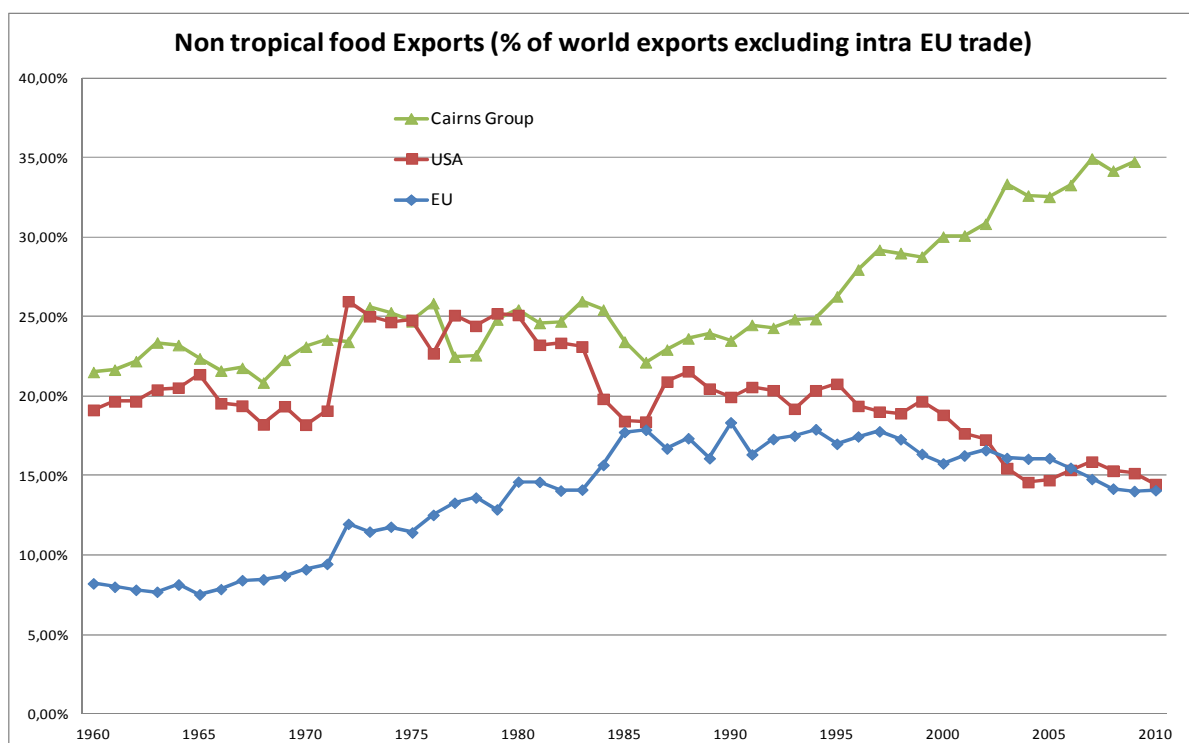
Cette évolution des parts respectives de l'UE, des États-Unis et du groupe de Cairns dans les exportations mondiales de produits alimentaires signale la dispersion croissante de l'offre d'exportation et l'absence, sur la plus part des marchés agricoles, de pays exportateur occupant une position suffisante dominante pour organiser une stabilisation des prix.

Graphique N°4 : Part de l'Europe et de l'Asie dans les importations mondiales de produits agricoles (commence intra-UE exclu), 1955-2012



Source : D'après CNUCED, diverses années.

Graphique N°5 : Part de l'UE, des États-Unis et du Groupe de Cairns dans les exportations mondiales de produits agricoles non tropicaux (commence intra-UE exclu), 1960-2012



Source : d'après UNCTAD, diverses années.

Conclusion

La dernière partie de notre exposé, celle consacrée à la période actuelle, n'évoque pas la question du métabolisme social. Pour l'heure en effet, la production agricole et la place que celle-ci occupe dans nos sociétés n'a guère changé. Les ressources minières, pétrole en tête, constituent encore et toujours la principale ressource de nos économies malgré les risques environnementaux croissants que leur usage génère. Comme il apparaît de plus en plus clairement, les agrocarburants ne représentent pas une rupture vis-à-vis de l'économie minière. Ils sont un des derniers avatars des politiques de gestion des excédents poursuivies par les pays développés depuis 1945 et, compte tenu de leurs conséquences environnementales et de leur maigre rendement énergétique, n'offre pas une solution d'avenir. Ils ont toutefois eu l'intérêt, par l'impact fort qu'ils ont eu sur les prix mondiaux des produits alimentaires, de nous avoir rappelé ou révélé les grandes difficultés et défis qui nous attendent pour sortir de l'économie minière. Les agrocarburants peuvent ainsi être vus comme le signal avancé (et maladroit) du virage ou plutôt du retour vers une économie organique que nos sociétés devront arriver à négocier dans les prochaines décennies. Au vue de l'histoire racontée dans cette communication, la géographie des échanges ne pourra qu'en sortir de nouveau bouleversée.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- (1) ANDERSON K. and NELGEN S., 2012. – Updated National and Global Estimates of Distortions to Agricultural Incentives, 1955 to 2010. W. Bank. Washington.
- (2) BLOCK F-L., 1977. – The origins of international economic disorder : a study of United States international monetary policy from World War II to the present. Berkeley, University of California Press.
- (3) CARTER S-B., 2006. – Historical statistics of the United States : earliest times to the present. New York, Cambridge University Press.
- (4) CROSBY A-W. 1986. – Ecological imperialism : the biological expansion of Europe, 900-1900. Cambridge, Cambridge University Press.
- (5) DAVIRON B., 2008. – The Historical Integration of Africa in International Food Trade: A Food Regime Perspective. Globalization and restructuring of African commodity flows. N. Fold and M. Nylandsted Larsen. Uppsala, Nordika Afrikain Institutet: 44-79.
- (6) FISCHER-KOWALSKI, M. and HABERL H., 2007. – Socioecological transitions and global change : trajectories of social metabolism and land use. Cheltenham, Elgar.
- (7) HIRSCHMAN A-O., 1945. – National power and the structure of foreign trade. Berkeley ; Los Angeles, University of California Press.
- (8) KALDOR M., 1999. – New and old wars: Orgnized violence in a global era. Standford, Standford University Press.
- (9) LAMARTINE YATES P., 1959. – Forty years of foreign trade : a statistical handbook with special reference to primary products and under-developed countries. London, George Allen & Unwin Ltd.
- (10) MARSEILLE, J., 1984. – Empire colonial et capitalisme français: histoire d'un divorce. Paris, Albin Michel.
- (11) PERREN R. and Economic History Society, 1995. – Agriculture in depression, 1870-1940. Cambridge, Cambridge University Press.
- (12) RUGGIE J-G., 1982. – International Trade, Transactions, and Change: Embedded liberalism in the Postwar Economic Order. International Organization 36(2), 379-415.
- (13) SHAW M., 1988. – Dialectics of war : an essay in the social theory of total war and peace. London, Pluto.
- (14) SIEFERLE R-P., 2001. – Subterranean forest: Energy system and the industrial revolution. Cambridge, White Horse Press.
- (15) UNCTAD Trade and development report. Geneva, UNCTAD: 198.
- (16) WRIGLEY E-A., 2004. Poverty, Progress, and Population. Cambridge, Cambridge University Press.